

**RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES DECISIONS DU CONSEIL DE PAIX ET
DE SECURITE RELATIF À LA RECONSTRUCTION ET AU D V ELOPPEMENT
POST-CONFLIT DANS LA R P UBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET AU
BURUNDI, ET SUIVI DES MISSIONS D' V ALUATION AU LIB RIA, EN
SIERRA LEONE, EN R P UBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA) ET AU SOUDAN**

Addis-Abeba, 2-3 juin 2011

Résumé de la réunion technique: Résultats et voie à suivre:

1. Le Département de paix et de sécurité a organisé avec succès, les **2 et 3 juin 2011**, à Addis-Abeba, une réunion technique de deux jours sur la reconstruction et le développement post-conflit (PCRD) dans certains des pays émergeant de conflits. La réunion technique a rassemblé des experts des gouvernements de la RDC, du Burundi, du Libéria, de la Sierra Leone, du Soudan et de la RCA. Étaient également présents les représentants des Départements concernés de la Commission (bien que certains départements essentiels n'ont malheureusement pas été représentés à la réunion, alors que nous pouvons faire tellement ensemble pour mieux coordonner nos efforts et maximiser notre impact sur le terrain), les chefs des Bureaux de liaison de l'UA dans les pays concernés et des Bureaux régionaux / institutions spécialisées de l'UA ; le Chef de la mission multidisciplinaire en RDC et au Burundi, menée du 21 janvier au 22 février 2010, l'ancien Premier ministre Soumana Sako, et les experts qui l'ont soutenu au cours de cette mission, ont également pris part à la réunion - leur présence ayant fortement enrichi les discussions et apporté de précieuses informations. Les communautés économiques régionales auxquelles appartiennent les pays figurant sur l'ordre du jour (le COMESA, la SADC, l'IGAD, la CEDEAO et la CEEAC) étaient représentées. Enfin, des organisations partenaires telles que l'Union européenne (UE), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), des agences des Nations Unies telles que l'UNICEF, le HCR, ainsi que le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UNOAU), l'Agence des Nations Unies pour le développement international (USAID), l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), et le Département britannique pour le développement international (DfID) ont participé activement aux délibérations.

2. La réunion suivait la décision de la 230^{ème} réunion du Conseil de paix et de sécurité (CPS) qui s'est tenue les 27 et 31 mai 2010, et a examiné le Rapport de la Mission multidisciplinaire déployée du 21 janvier au 13 février 2010 en RDC et du 13 au 22 février 2010 au Burundi, afin d'évaluer les besoins en matière de reconstruction et de développement post-conflit. Dans le communiqué adopté à la fin de ses délibérations, le CPS a exhorté *«les gouvernements du Burundi et de la RDC à s'approprier les recommandations contenues dans le rapport, en accordant une attention particulière aux questions liées à la gouvernance, au développement économique, à la réforme des secteurs de la sécurité et de la justice et à la promotion des droits de l'homme, ainsi qu'au genre, afin de consolider les gains importants réalisés par le Burundi et la RDC dans la consolidation de la paix et de la reconstruction post-conflit»*. Le CPS a également appelé *«les États membres et les partenaires*

internationaux à fournir tout le soutien nécessaire au Burundi et à la RDC, afin de faciliter le processus de reconstruction et de développement post-conflit, ainsi que la consolidation de la paix post-conflit dans les deux pays».

3. Sur la base de consultations avec les autorités du Burundi et de la RDC et de leurs priorités, le CPS a demandé à la Commission de l'UA de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer le suivi et la mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport de la Mission multidisciplinaire, notamment à travers :

- a) l'organisation d'une Conférence de solidarité africaine afin de donner aux États membres la possibilité d'afficher leur solidarité avec le Burundi et la RDC, dans le cadre de la politique de l'UA relative à la PCRDC;
- b) L'intensification des efforts de plaidoyer en direction des partenaires bilatéraux, des institutions financières internationales, notamment la Banque africaine de développement (BAD), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et d'autres parties prenantes.

Buts et objectifs de la réunion technique

4. Le but de la réunion technique de deux jours à Addis-Abeba était de discuter et de proposer des voies à suivre concrètes pour la mise en œuvre des recommandations de la Mission multidisciplinaire en RDC et au Burundi, et dans d'autres situations post-conflit. En effet, saisissant cette occasion, le Département a décidé de rendre la réunion plus inclusive en faisant appel à d'autres pays dans la phase post-conflit. La réunion a donc été une occasion d'être informé des missions multidisciplinaires précédentes en République centrafricaine (2006), suivie par une Conférence de solidarité africaine en 2007, et au Libéria et en Sierra Leone (2009). La réunion a également reçu une présentation sur les conclusions de la mission d'évaluation technique au Soudan, menée du 28 mars au 10 avril 2011, qu'elle a discuté de manière approfondie à la demande du Comité ministériel de l'UA sur la reconstruction et le développement post-conflit au Soudan.

Délibérations

5. Conformément à ses objectifs, la réunion technique a mené les délibérations suivantes:

- (a) Examen et identification des principaux domaines prioritaires où les États membres de l'UA et les structures compétentes de l'UA pourraient soutenir efficacement la RDC, le Burundi, la Sierra Leone, le Libéria, la RCA et le Soudan, dans le cadre des efforts de reconstruction post-conflit;
- (b) Identification des domaines prioritaires où les bureaux régionaux de l'UA / les institutions spécialisées et les partenaires pourraient aider ces pays dans leur processus de (re) construction post-conflit (c'était la première fois que les

bureaux régionaux de l'UA / les institutions spécialisées étaient pleinement impliqués dans un tel processus) ; et

- (c) Proposition de modalités pour l'organisation d'une Conférence de solidarité africaine en soutien à la reconstruction post-conflit dans ces pays.

Résultats et voie à suivre:

6. L'issue de la réunion technique a été un projet de Plan d'action destiné à servir de base aux prochaines mesures de la Commission. Ce projet de Plan d'action portant sur un Programme d'appui à la gouvernance, à la reconstruction et à la consolidation de la paix, basé sur la mobilisation de l'expertise africaine, doit encore être examiné en consultation avec les gouvernements et les parties prenantes concernés. Le Projet de Plan d'action vise à signaler les priorités des pays concernés, en soulignant ce que les Institutions spéciales / bureaux régionaux de l'UA offrent en matière d'assistance, et ce que les États membres et les partenaires peuvent faire. Ce document sera présenté à la Conférence de solidarité africaine qui doit se tenir à Addis-Abeba, dans le courant du mois d'octobre. Il doit également servir de base pour l'engagement avec les partenaires dans la recherche de leur soutien et contribution.

7. En vue de la mise en œuvre des recommandations des missions d'évaluation multidisciplinaires et techniques en RDC, au Burundi, en Sierra Leone, au Libéria, en RCA et au Soudan, des équipes d'experts d'assistance technique seront déployées pour assurer le suivi du processus de mise en œuvre avec les gouvernements concernés. Ces équipes seront chargées, entre autres, d'examiner ce qui a été fait et de donner des conseils sur les mesures à prendre, et ce en interaction avec les partenaires internationaux. Elles garderont la Commission régulièrement informée et recommanderont les mesures de suivi à prendre. A chaque fois que cela sera nécessaire, la Commission mobilisera des compétences supplémentaires, y compris auprès des institutions concernées, telles que la BAD et la CEA, ainsi que des CER. Chaque équipe comprendra un expert en genre pour s'assurer que les politiques de l'UA sur le genre sont prises en compte dans la phase de mise en œuvre, et que les problèmes identifiés au cours des missions d'évaluation sont pris en charge adéquatement.

8. En ce qui concerne la planification de la Conférence de solidarité africaine, prévue pour octobre 2011, la Commission travaille avec des experts sur la conception du format de la Conférence afin de garantir que la Conférence de solidarité africaine aille au-delà d'une conférence ordinaire des donateurs. Le format sera conçu de manière à prendre en compte les engagements en matière de ressources humaines, de partage d'expérience et en nature, avec la participation active du secteur privé africain et des entreprises publiques concernées. Une stratégie de plaidoyer et un mécanisme de suivi sont envisagés afin de garantir la tenue des engagements en temps voulu. La réunion a proposé que l'UA institutionnalise un examen annuel des efforts de reconstruction et de développement post-conflit en Afrique.

INTRODUCTION

1. Le Département de paix et de sécurité (DPS) de la Commission de l'Union africaine (CUA) a tenu une réunion technique sur la reconstruction et le développement post-conflit (PCRD) à Addis-Abeba les 2 et 3 juin 2011.

2. Les buts et objectifs de la réunion étaient de discuter et proposer des voies à suivre concrètes pour la mise en œuvre des recommandations de la Mission multidisciplinaire en RDC et au Burundi, et dans d'autres situations post-conflit. Saisissant cette occasion, le DPS a décidé d'étendre la portée et d'en faire un processus inclusif, en réunissant la plupart des pays passant par des phases et des processus post-conflit. A cet égard, il a été décidé que la réunion sera également l'occasion d'être informé des Missions multidisciplinaires en République centrafricaine (2006), au Libéria et en Sierra Leone (2009) en ce qui concerne les efforts de reconstruction post-conflit. La réunion recevra également une présentation des conclusions de la mission d'évaluation technique au Soudan, menée du 28 mars to 10 avril 2011.

3. La réunion technique a rassemblé des experts des gouvernements de la RDC, du Burundi, du Libéria, de la Sierra Leone, du Soudan et de la RCA. Étaient également présents les représentants des Départements concernés de la Commission (bien que certains départements essentiels n'ont malheureusement pas été représentés à la réunion, alors que nous pouvons faire tellement ensemble pour mieux coordonner nos efforts et maximiser notre impact sur le terrain), les chefs des Bureaux de liaison de l'UA dans les pays concernés et des Bureaux régionaux / institutions spécialisées de l'UA ; le Chef de la mission multidisciplinaire en RDC et au Burundi, menée du 21 janvier au 22 février 2010, l'ancien Premier ministre Soumana Sako, et les experts qui l'ont soutenu au cours de cette mission, ont également pris part à la réunion - leur présence ayant fortement enrichi les discussions et apporté de précieuses informations. Les communautés économiques régionales auxquelles appartiennent les pays figurant à l'ordre du jour (le COMESA, la SADC, l'IGAD, la CEDEAO et la CEEAC) étaient également présentes. Enfin, des organisations partenaires telles que l'Union européenne (UE), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), des agences des Nations Unies telles que l'UNICEF, le HCR, ainsi que le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UNOAU), l'Agence des Nations Unies pour le développement international (USAID), l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), et le Département britannique pour le développement international (DfID) ont participé activement aux délibérations.

OBJECTIFS DE LA REUNION TECHNIQUE

4. D'un point de vue pratique, les objectifs de la réunion étaient:

- a) d'examiner et d'identifier les principaux domaines prioritaires où les États membres de l'UA et les organes concernés de l'UA pourrait soutenir efficacement la RDC et le Burundi dans la reconstruction post-conflit, ainsi

que l'exploration des domaines éventuels proposés par les bureaux régionaux / institutions spécialisées et les organisations partenaires pour aider à la reconstruction de la RDC et du Burundi;

- b) d'examiner et d'identifier les domaines prioritaires où les Etats membres de l'UA, les Bureaux régionaux / les Institutions spécialisées, les partenaires et le reste de la communauté internationale pourraient aider le Soudan dans la (re)construction post-conflit.
- c) de proposer des modalités pour l'organisation d'une Conférence de solidarité africaine en soutien à la reconstruction post-conflit en RDC, au Burundi, et au Soudan.
- d) d'identifier les voies possibles pour apporter le soutien nécessaire à la Sierra Leone, au Libéria et à la République centrafricaine dans le domaine de la reconstruction post-conflit et de la consolidation de la paix.

5. La séance d'ouverture a été présidée par S.E. Andrew Hama Mtetwa, Ambassadeur de la République du Zimbabwe, en sa qualité de Président du Conseil de paix et de sécurité (CPS) pour le mois de juin. Tout en souhaitant la bienvenue aux participants, le président du CPS a exhorté les participants à joindre pleinement leurs efforts pour répondre aux besoins post-conflit des pays concernés dans l'esprit de la solidarité africaine. Il a promis un soutien total de la part du CPS de l'UA à l'ensemble du processus de construction et de reconstruction des pays africains ayant émergé de conflits et de guerres.

6. Dans son allocution d'ouverture, le Directeur du Département de paix et de sécurité, M. El Ghassim Wane a souligné que la reconstruction et la consolidation de la paix/le développement post-conflit en Afrique restent un défi difficile. Tout en reconnaissant l'assistance encourageante, particulièrement de la part des Institutions spécialisées / Bureaux régionaux de l'UA, des Bureaux de liaison de l'UA et des partenaires, le Directeur a en outre appelé les participants à s'assurer que les délibérations et les résultats de l'atelier seront très pratiques et orientés vers l'action.

7. M. Takwa Zebulon Suifon a présenté, au nom de la Commission, un aperçu de l'ordre du jour de l'atelier et un bref résumé des principes et des éléments de la PCRD de l'UA. Il a souligné les cinq principes de l'UA concernant la PCRD, à savoir : le Leadership africain, l'Appropriation nationale et locale, l'Inclusivité, l'Equité et la non-discrimination, et le Renforcement des capacités pour la durabilité. Il a également souligné les 8 éléments indicatifs de la PCRD de l'UA, à savoir : la sécurité, l'aide humanitaire / d'urgence, la gouvernance et la transition politique, la reconstruction et le développement socio-économiques, les droits de l'homme, la justice et la réconciliation, et les femmes et le genre.

PREMIERE SESSION: PCRD EN RDC ET AU BURUNDI

8. Cette session a été présidée par un représentant de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et a débattu de la PCRD en RDC et au Burundi. Les panélistes comprenaient trois experts de l'UA et des représentants des Gouvernements de la RDC et du Burundi.

LA RDC

9. Concernant la RDC, il a été souligné que la gouvernance demeure un défi majeur, et que l'UA et la communauté internationale doivent rester engagés afin, surtout, de garantir des élections libres et équitables. Parmi les autres questions importantes, figurent la sécurité, l'appareil judiciaire et les défis socio-économiques. Le problème de la sécurité s'est avéré d'autant plus compliqué par le fait qu'il existe toujours des rebelles actifs dans le pays. Il a été recommandé que des réformes supplémentaires dans le secteur de sécurité, en particulier concernant la police, étaient nécessaires. La RDC est membre de plusieurs organisations régionales, notamment la SADC, le COMESA, la CEEAC, la CEPGL et la CIRGL. Ainsi, une coordination des efforts en matière de PCRD était nécessaire au niveau régional.

10. La discussion sur les questions socio-économiques a mis en évidence le fait que 70% de la population de la RDC vit en dessous du seuil de pauvreté. Le besoin de sécurité alimentaire a été souligné, ainsi que la réglementation du secteur minier, le développement continu de l'énergie hydroélectrique, et le rétablissement de l'infrastructure et de la formation du personnel pour le secteur de l'éducation et de la santé. Un appel a été lancé aux partenaires pour l'annulation des dettes et la levée de l'embargo sur l'exploitation minière.

LE BURUNDI

11. Le Burundi fait toujours face à une certaine violence post-conflit. Il existe une certaine indiscipline au sein de la police, exigeant davantage de réformes dans la police et dans le système de justice. Il existe également quelque 200 000 armes illégales circulant encore au Burundi et il y a besoin de plus de DDR. Il existe des conflits sur les terres et de nombreux crimes contre les femmes. Il y a encore quelques grands défis politiques et administratifs au Burundi, et la corruption représente un problème majeur.

12. La préoccupation socio-économique majeure est que 60% du budget du pays provient de donateurs. Il existe donc un besoin urgent d'augmenter la production. Vu que 49% du PIB du pays provient de l'agriculture, il est nécessaire de prendre en charge la question des terres et de développer des projets d'irrigation. Il est également nécessaire de développer les routes, l'énergie hydroélectrique, le secteur des mines et le tourisme. Dans le secteur de la santé, il est nécessaire d'en faire davantage concernant le VIH / SIDA et le paludisme.

DISCUSSION OUVERTE

13. Plusieurs agences africaines et internationales présentes se sont engagées à continuer d'aider la RDC et le Burundi dans leurs projets de PCRD. Il a été souligné que les besoins des personnes handicapées doivent être mis en valeur.

14. La question des réfugiés burundais en Tanzanie a été soulignée, notamment les efforts du gouvernement tanzanien visant à les naturaliser afin d'éviter qu'ils ne deviennent apatrides. Il a été souligné qu'il est nécessaire d'apporter un soutien international à la Tanzanie pour cet effort, et d'encourager aussi d'autres pays à faire de même. Cependant, les Burundais en Tanzanie et dans d'autres pays et qui décident de rentrer au Burundi doivent également être aidés.

15. Parmi les CER, le COMESA a soumis une contribution écrite détaillant ce qu'il a accompli jusqu'ici dans la mise en œuvre des recommandations de la mission multidisciplinaire, y compris l'initiative du commerce au service de la paix entre les pays des Grands Lacs. Le COMESA s'est engagé à continuer de coordonner les efforts de PCRD du Burundi et de la RDC au niveau régional. La RDC a été exhortée à ratifier la Charte sur le droit de l'enfant.

16. Une demande a été exprimée pour un inventaire du patrimoine culturel de la RDC afin d'évaluer la mesure dans laquelle il a été affecté par le long conflit. Cet inventaire devrait inclure les langues, la musique, la danse, les arts, la sculpture ainsi que les autres domaines culturels. La médecine traditionnelle a également été mise en exergue.

DEUXIEME SESSION: PCRD AU LIBERIA, EN SIERRA LEONE ET EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

17. Cette session a été présidée par un représentant du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UNOAU). Le représentant de l'ONU a souligné un certain nombre de domaines où l'ONU a soutenu l'Union africaine dans les activités relatives à la PCRD. Il a fait valoir que l'ONU était prête à continuer à fournir ce soutien.

SIERRA LEONE

18. En ce qui concerne la Sierra Leone, il a été souligné que la sécurité s'est considérablement améliorée en raison de la réussite du DDR et de la réforme du secteur de la sécurité (RSS). Cependant, il est nécessaire d'aider non seulement les anciens combattants, mais aussi les victimes telles que les amputés, les personnes gravement blessées pendant la guerre, les victimes de violences sexuelles et les enfants touchés par la guerre. Le secteur de la sécurité nécessite également des équipements, en particulier pour que la police soit en mesure de couvrir les élections en 2012.

19. La mauvaise gouvernance a été une cause majeure du conflit. Par conséquent, il est nécessaire de redoubler d'efforts pour améliorer la gouvernance. Il est nécessaire

de soutenir la lutte contre la corruption dans le pays. Il est également nécessaire de raviver le gouvernement local, puisque la centralisation était la règle pendant le conflit. Il est également essentiel d'encourager le travail des organisations de la société civile.

20. Dans le domaine du développement socio-économique, il est nécessaire de soutenir le programme du pays pour le changement en vertu du programme PRSP2. Il est aussi nécessaire de développer l'énergie hydroélectrique, les routes, et l'industrie de la pêche. Dans le secteur de la santé, la réunion a été informée que la mortalité infantile dans le pays demeure très élevée. Il est nécessaire d'améliorer la santé des mères allaitantes, des enfants de moins de cinq ans, et des nouveau-nés. Certains pays africains comme le Nigeria et l'Afrique du Sud fournissent déjà de l'assistance. La réunion a également mis l'accent sur le problème de l'exode rural, en particulier celui des jeunes.

LE LIBERIA

21. La réunion a été informée que 14 ans après la crise libérienne, le pays a un programme avancé pour la réforme du secteur de la sécurité. Cependant, l'instabilité dans les pays voisins, la Guinée et la Côte d'Ivoire, affecte le Libéria. Il a été demandé à l'Union africaine d'agir rapidement pour la facilitation de la réforme du secteur de la sécurité en Guinée et en Côte d'Ivoire. Il existe aussi le problème des milliers de citoyens de retour des prisons à l'étranger.

22. Quant au développement socio-économique, l'accent doit être mis sur la reconstruction des infrastructures comme les routes, et les sources d'eau et d'électricité. L'exploitation des ressources comme l'or, le diamant et le bois se passe bien maintenant que le pays n'est plus sous sanctions.

23. Un certain nombre d'Institutions spécialisées de l'UA et d'agences internationales de développement se sont engagées à aider le Libéria et la Sierra Leone dans leurs initiatives de reconstruction post-conflit. Il y a eu une mention spéciale de l'éventuelle assistance dans les domaines de la sécurité, gouvernance, justice, éducation et santé. La question de la renégociation des contrats miniers et agroalimentaires a été mentionnée dans les cas du Libéria et de la Sierra Leone, et il existe à présent une ouverture, même pour les entreprises africaines.

24. En ce qui concerne le Libéria, il y a eu une mention spéciale de la nécessité d'aider Furabay College ainsi que des efforts des anciens combattants pour mettre en place des installations à Peace Island. En outre, la fin attendue de la MINUL signifie que l'UA devrait jouer un rôle prépondérant au Libéria.

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

25. Le pays est toujours confronté à un certain nombre de problèmes de sécurité liés au fait que l'accord de paix n'est pas entièrement mis en œuvre et que le processus de

DDR n'a pas été achevé. Les groupes rebelles tiennent encore certaines régions du pays et ne reconnaissent pas le gouvernement actuel.

26. Dans le domaine de la gouvernance, le pays s'est engagé à la bonne gouvernance et a ratifié plusieurs conventions de l'UA. Le pays a créé une Commission des droits de l'homme qui n'est cependant pas contrôlée par un groupe ministériel. Il est également nécessaire de mettre en place une Charte sur la tenue des élections.

27. Concernant le développement socio-économique, le pays a adopté un Programme de réduction de la pauvreté. L'industrie des mines et des pierres précieuses a besoin d'aide afin de devenir plus productive. Le secteur financier a aussi besoin d'aide, surtout concernant la gestion démocratique des fonds publics. Le secteur de l'éducation connaît beaucoup de retard, le pays ne comptant qu'une seule université. Il est nécessaire d'aider le pays dans son programme national pour l'ouverture de nouvelles écoles. Un certain nombre d'Institutions spécialisées de l'UA et d'agences internationales de développement ont également exprimé leur volonté d'aider la RCA dans ses initiatives de reconstruction post-conflit.

DEUXIEME JOURNEE:

TROISIEME SESSION: PCRD AU SOUDAN

28. Cette séance a été présidée par un représentant de l'Union africaine et a débattu de la mission d'évaluation de la PCRD menée entre le 28 mars et le 10 avril 2011. Le rapport sur la mission d'évaluation a été présenté par M. Dumisani Dlomo, le Consul général de l'Afrique du Sud auprès du Soudan. La présentation a été suivie de commentaires des représentants du Gouvernement du Soudan et du Gouvernement du Sud-Soudan. La mission a noté qu'il existait plus de défis au Sud-Soudan que dans le Nord.

29. La sécurité est une préoccupation majeure tant au Nord qu'au Sud, tandis que les conflits sur les pâturages, l'eau et le bétail font toujours rage. Cela se complique davantage à cause des activités continues de groupes tels que l'Armée de résistance du Seigneur, les transfuges de SPLA et d'autres milices. Le besoin d'une stratégie de sécurité nationale a été souligné. Cela nécessitera des conseillers internationaux et de l'UA sur le DDR et la RSS. La nécessité de former une force de police efficace a été soulignée. Les activités militaires récentes dans la région d'Abyei ont été longuement discutées.

30. Sur le front politique, il a été recommandé que le Nord et le Sud ouvrent des missions diplomatiques dans les deux pays respectivement et encouragent le dialogue. La communauté internationale devrait supprimer les sanctions imposées aux membres du Gouvernement du Soudan. Des efforts doivent être fournis afin d'améliorer les communications dans toutes les régions, notamment à travers l'installation de récepteurs de radio adéquats. Une formation en droits humains et des journalistes, est nécessaire. Plus important encore, il est nécessaire de traiter les questions en suspens

dans l'APG, Il s'agit notamment de la délimitation de la frontière, du référendum à Abyei, du partage des revenus du pétrole, de la citoyenneté et de la monnaie.

31. S'agissant du développement socio-économique, la principale question a été la nécessité de diversifier l'économie de la dépendance excessive du pétrole, ainsi que la gestion environnementale dans les zones de production de pétrole. Il est nécessaire de construire des infrastructures telles que des routes, des ponts, des réservoirs d'eau, des sources d'énergie hydroélectrique et une infrastructure d'aviation civile. La dépendance actuelle des générateurs au Sud-Soudan n'est pas durable. Dans les zones rurales, l'existence de tuyaux pour distribuer d'eau ainsi que des forages et des points d'eau pour le bétail est nécessaire. Le secteur des mines pourrait être amélioré par l'exploitation efficace des minéraux précieux. Le Nord et le Sud-Soudan ont de très bonnes terres agricoles et il est nécessaire de se concentrer sur la production alimentaire et l'élevage commercial de bétail.

32. Il existe aussi un besoin urgent de développer les établissements de santé. A cet égard, la formation du personnel de santé est cruciale, tout comme la construction d'installations de santé et l'acquisition d'équipements pour les cliniques et les hôpitaux. En attendant, il existe un besoin pour les cliniques mobiles et pour le démarrage d'une vaste campagne de vaccination. En éducation, il est nécessaire de reconstruire des écoles détruites par la guerre, et d'en construire de nouvelles. La formation des enseignants est une priorité et cela devrait également couvrir la formation professionnelle, ainsi que celle des groupes de personnes handicapées et vulnérables.

33. La proposition d'une conférence de solidarité africaine a été largement soutenue, et il a été suggéré qu'il serait préférable qu'un un État membre, plutôt que l'UA, se porte volontaire pour accueillir la conférence. En outre, un appel a été lancé à la communauté des donateurs pour honorer les engagements pris pour la reconstruction du Nord et du Sud-Soudan. Les participants ont exhorté la Banque africaine de développement à diriger les efforts pour la reconstruction des infrastructures au Soudan, ainsi qu'à mobiliser la communauté internationale. Les participants ont remercié les pays africains qui ont déjà commencé à aider à la fois le Nord et le Sud-Soudan, et ont exhorté les autres pays à aider de toutes les façons qu'ils le peuvent.

QUATRIEME SESSION: GROUPES DE TRAVAIL ET VOIE A SUIVRE

Les participants se sont divisés en quatre groupes afin de discuter des domaines suivants:

1. Le Libéria et la Sierra Leone;
2. La République centrafricaine;
3. Le Soudan;
4. Le Burundi et la RDC

34. **LIBERIA ET SIERRA LEONE – RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL**

Priorités principales pour la reconstruction post-conflit au Libéria et en Sierra Leone

1. Sécurité
2. Gouvernance
3. Autonomisation socio-économique

Secteur de la sécurité

- (a) Le groupe de travail a proposé qu'un soutien logistique soit accordé à la police, notamment pendant les périodes électorales dans les deux pays. Ce soutien doit inclure les véhicules, les communications et les ordinateurs. (Immédiat) ;
- (b) Il faut également appuyer le développement du capital humain à travers la formation à la fois locale et internationale. (long terme) ;
- (c) La construction d'infrastructures supplémentaires, y compris des postes de police, des casernes de police, etc. (long terme) ;
- (d) La Commission de l'UA devrait mener une mission d'évaluation de paix et de sécurité en Côte d'Ivoire et en Guinée.

Gouvernance

- (a) Il faudrait soutenir l'école de droit en Sierra Leone, à travers l'aide financière et d'autres avantages, comme moyen d'encourager les personnes à rejoindre la profession (court terme)
- (b) Les conditions des établissements pénitentiaires doivent être améliorées dans les deux pays (court terme)
- (c) La construction de prisons supplémentaires dans les deux pays, car les existantes ne peuvent plus répondre au nombre croissant de détenus (long terme)
- (d) Des tribunaux supplémentaires doivent être construits à travers la Sierra Leone (long terme)
- (e) L'aide aux victimes de la guerre en fournissant des indemnités et la formation professionnelle (court terme)

Autonomisation socio-économique

- (a) Fournir des outils agricoles tels que les semences, les motos et les outils pour les agriculteurs dans les deux pays (court terme)
- (b) Fournir une formation professionnelle pour les jeunes dans les domaines de la santé (premiers soins), l'agriculture et l'éducation dans les deux pays. (court terme)

- (c) Fournir des installations aux enseignants comme les résidences des enseignants et de meilleures incitations, surtout aux enseignants à l'intérieur des deux pays (long terme)
- (d) La CEDEAO devrait travailler avec la Commission de l'Union africaine dans le but de mobiliser les ressources pour faciliter la mise en œuvre du projet sur l'emploi des jeunes dans les pays post-conflit (suite à la conférence des Ministres du travail et de l'emploi du mois d'avril 2011).
- (e) Fournir des installations de loisirs tels que les terrains de sport pour les jeunes dans les deux pays. (long terme)
- (f) Nécessité d'élaborer des programmes pour les personnes handicapées en utilisant les capacités du Bureau pour l'Afrique de l'Ouest de l'Institut africain de réadaptation à Dakar.

35. LE GROUPE DE TRAVAIL SUR LE SOUDAN

Principaux domaines prioritaires de besoins

Sécurité

- a) La réintégration des anciens combattants, particulièrement dans les zones frontalières (Immédiat)
- b) La collecte des armes légères, la formation et la fourniture d'activités génératrices de revenus dans les lieux où les armes ont été recueillies.
- c) L'accent sur les projets visant à assurer la stabilité pour les personnes vivant dans les zones frontalières, avec référence particulière aux nomades, c'est-à-dire fournir des services vétérinaires, de l'eau, des forages, des puits d'eau et des réservoirs pour la récolte pendant la saison des pluies.
- d) La démarcation des frontières n'a pas encore été convenue par les parties, celles-ci doivent parvenir à une frontière souple facilitant le passage des personnes provenant du Nord et du Sud Soudan.
- e) Le renforcement des capacités en matière de surveillance de la police, de la formation et des uniformes, etc.
- f) La rivalité pour les ressources: Fournir des pâturages et de l'eau le long de la zone frontalière.
- g) Création de postes de traite dans les zones frontalières. - priorité moyenne – Peace Markets / post

Développement économique

Soutenir la demande d'annulation de la dette. - priorité immédiate.

- a) L'approvisionnement en énergie - priorité immédiate. L'UA doit faire pression sur les partenaires africains pour que ceux-ci offrent leur aide, se mettre en liaison avec les pays qui abordent déjà la question de l'énergie hydroélectrique.
- b) L'agriculture / la sécurité alimentaire, la fourniture d'outils, de semences, l'appui

financier et les services de vulgarisation. Fourniture des formations et mobilisation des ressources par les partenaires de l'UA.

- c) Nécessité de la formation des agents de vulgarisation agricole pour aider les agriculteurs à passer de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale.
- d) Besoin d'aide pour la construction de réservoirs d'eau afin de recueillir l'eau pendant la saison des pluies.
- e) L'aide à l'investissement dans le secteur minier est absolument nécessaire. L'UA devrait aider à mobiliser les investisseurs à investir dans les mines.

Développement social

- a) Promotion de l'éducation comme moyen de promouvoir la paix. - Moyen – l'UA doit aider à
- b) Des écoles primaires et secondaires sont actuellement en voie de construction, mais ne sont suffisantes ni dans le sud ni dans le nord. Ceci comprend la mise à disposition de centres de formation professionnelle et d'universités
- c) Le renforcement des capacités pour les enseignants.
- d) La fourniture d'installations pédagogiques dans les zones rurales est nécessaire.
- e) Les besoins en soins de santé sont les mêmes que pour l'éducation. A cet égard, la formation des enseignants est très importante.

Gouvernance

- a) Renforcer la Gouvernance et veiller à ce qu'elle soit en accord avec l'UA.
- b) La capacité d'approvisionnement doit être améliorée.
- c) L'UA doit aider le Gouvernement du Sud-Soudan à renforcer les capacités des services d'approvisionnement et à établir une stratégie contre la corruption.
- d) Il est nécessaire de renforcer les capacités dans les domaines de la gouvernance à tous les niveaux.

L'assistance d'urgence

- a) Le renforcement des capacités de la société civile au Nord et au Sud-Soudan ce qui l'aidera dans les stratégies de mobilisation des fonds.
- b) Besoin d'aide concernant l'installation des rapatriés.

- c) L'assistance à l'intégration des rapatriés.

Edification de la Nation / l'État

- a) Quel rôle l'Union africaine peut-elle jouer dans les modalités.

36. GROUPE DE TRAVAIL, REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:

Les priorités clés pour la reconstruction post-conflit sont:

- a) Appui à la réforme du secteur de sécurité : la formation et l'équipement des Forces armées de la République centrafricaine (FACA), de la police et de la Gendarmerie;
- b) l'appui à la relance économique et sociale, y compris la réhabilitation des infrastructures de santé, d'éducation et des routes, ainsi que le renforcement des capacités de récupération des ressources;
- c) Amélioration de la gouvernance et l'Etat de droit;
- d) Renforcement de l'administration et de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national.

Politique

- a) Renforcement des capacités de la Commission électorale (long terme)
- b) Renforcement des capacités du Ministère de l'Intérieur (court terme)
- c) Réactivation du comité de suivi du DPI (court terme)

Droits humains

- a) Campagne de sensibilisation à la culture des droits de l'homme au sein des forces de défense et de sécurité (court terme);
- b) Plaidoyer pour la création d'un Ministère en charge des droits de l'Homme;
- c) Création d'une Commission nationale indépendante des droits humains (moyen terme)
- d) Appui au soutien multiforme à la politique du genre (court terme)
- e) Création d'un programme d'appui sur le travail des enfants (moyen terme)
- f) Création d'un programme de soutien sur le suivi des conditions des minorités Mbororos et pygmées, y compris les programmes pédagogiques (court terme)

Sécurité

- a) Accroître la capacité des forces armées (FACA), y compris renforcer leurs capacités matérielles et humaines;
- b) Mise en place d'un système de coopération militaire bilatérale (moyen terme) avec les États / Pays membres qui le souhaitent;
- c) Réhabilitation des infrastructures militaires (long terme)

- d) Accélération du processus de désarmement et de démobilisation via un programme de réhabilitation des anciens combattants (court terme)

Social

- a) Réhabilitation des infrastructures éducatives (moyen terme)
- b) Réhabilitation des infrastructures de santé (moyen terme)
- c) Appui à la lutte contre la propagation du VIH-SIDA et d'autres maladies endémiques (court terme)

Humanitaire

- a) Assistance au programme de retour volontaire des réfugiés de la République centrafricaine basés au Cameroun et au Tchad (moyen terme)
- b) Appui au programme de réinstallation des personnes déplacées dans le Nord-Ouest du pays (court terme)
- c) Assistance aux programmes d'autonomisation agricole dans les camps des réfugiés et des déplacés internes (PDI) (court terme)

Rôle des gouvernements africains

- a) Echange d'expériences avec la RCA dans le domaine des réformes du secteur de la sécurité, y compris la réforme de l'armée;
- b) Coopération bilatérale avec les États voisins dans le cadre de la sécurisation des frontières;
- c) Mise en place d'un programme conjoint avec les pays voisins pour le retour des réfugiés;
- d) Assistance technique dans le domaine de la gestion des finances publiques;

Rôle des institutions spécialisées de l'Union africaine

- a) Faciliter le processus de mise en place d'une coopération bilatérale avec d'autres États membres
- b) Aider à fournir une assistance technique et une expertise dans les différents domaines prioritaires;
- c) Faire pression et plaider pour une aide supplémentaire des donateurs à la RCA ;

Communautés économiques régionales

- a) La Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) doit veiller à ce que la mission de consolidation de la paix (MICOPAX) apporte la paix au pays tout entier;
- b) la CEEAC doit maintenir sa mission d'observation militaire (MILOPS) jusqu'à ce que le programme de DDR soit mené à bien;

- c) Encourager l'Union économique et douanière de l'Afrique centrale (CEMAC) à continuer de soutenir la RCA dans le cadre du financement de la reconstruction post-conflit;

Les partenaires

Apport d'un soutien financier à la réhabilitation des infrastructures en RCA :

- a) Financement de la réforme du secteur de sécurité
- b) Appui technique aux différentes activités sectorielles;
- c) Le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM) doivent renforcer l'assistance humanitaire et accélérer le retour volontaire des réfugiés et des personnes déplacées internes;
- d) L'UNICEF doit élaborer un programme de réhabilitation des anciens jeunes combattants dans les groupes rebelles;

Lesquelles de ces actions sont des priorités?

(Besoins immédiats / Action à court terme):

- a) Formation des forces de défense et de sécurité
- b) Equipement des forces de défense et de sécurité
- c) Réhabilitation des infrastructures routières
- d) Réhabilitation des infrastructures hospitalières
- e) Informatisation de la gestion du budget

37. GROUPE DE TRAVAIL – RDC ET BURUNDI :

LES PRIORITES

Priorités de la RDC

- a) Appui au processus électoral prévu pour 2011 et consolidation de la paix et de la sécurité
- b) Développement et reconstruction des infrastructures
- c) Priorité accordée aux secteurs sociaux de base: l'éducation et la santé.

Priorités du Burundi

- a) Renforcement des capacités dans les secteurs de sécurité et de défense
- b) Accent sur les secteurs de croissance : infrastructures (énergie, routes, TIC); agriculture et élevage (la production et la conservation des cultures vivrières)
- c) Amélioration des gains dans le secteur social: la santé (lutte contre le VIH / sida, le paludisme), et l'éducation;
- d) Autonomisation des femmes et des jeunes
- e) Intégration régionale

Rôle des Etats membres de l'UA

- a) Adopter les pratiques et les mesures nécessaires, formuler des programmes et assurer la mobilisation des ressources de l'intérieur et de l'extérieur

Rôle de l'UA, des communautés et des Communautés économiques régionales

- a) Plaidoyer pour la mobilisation des fonds

Rôle des donateurs / partenaires

- a) Appui technique et financier

38. SESSION DE RECAPITULATION ET VOIE A SUIVRE

Cette session a été présidée par M. El Ghassim Wane, Directeur du Département de l'UA pour la paix et la sécurité. M. Wane a énuméré les étapes pratiques suivantes pour aller de l'avant :

1. Le rapport de la réunion sera produit en langue anglais, français, portugaise et arabe, et sera distribué à tous les participants dès que possible.
2. L'équipe d'assistance technique assurera le suivi des évaluations et des conclusions pour chaque pays.
3. Un plan de mise en œuvre des conclusions de la réunion sera établi, énumérant l'appui promis par chaque agence de l'UA et chaque agence internationale.
4. Les préparatifs pour la Conférence de solidarité africaine doivent commencer immédiatement en vue de l'organisation de la Conférence en octobre 2011.
5. Une mission de suivi sera menée pour évaluer le niveau d'application des recommandations de la réunion. La réunion a proposé que l'UA institutionnalise un examen annuel des efforts de reconstruction et de développement post-conflit en Afrique, en plus de mener des missions d'évaluation dans d'autres pays ayant émergé de conflits et d'instabilité (la Guinée, Le Niger, La Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau sont les pays prioritaires).

C'est sur cette note orientée vers l'action que M. Wane a remercié tous les participants pour leur présence et a procédé à la clôture de la réunion.

PROJET DE PLAN D'ACTION / MATRICE DES PRIORITÉS DE RECONSTRUCTION POST- CONFLIT DANS LES PAYS CONCERNES

(Ce projet de plan d'action est la conclusion de la réunion technique qui s'est tenue à Addis-Abeba du 2 au 3 juin 2011).

SIERRA LEONE				
DOMAINE DE PRIORITE	BESOINS CLES / ACTIONS A PRENDRE	PARTENAIRES FOURNISSANT L'AIDE	DELAI D'EXECUTION	OBSERVATION
Gouvernance et état de droit	Appui à la construction des institutions, en particulier l'école de droit en Sierra Leone	UA, ONU et Partenaires	Court terme	Cela permettra d'améliorer l'état de droit et de lutter contre l'impunité
	Construction de tribunaux	Gouvernement de la Sierra Leone, CCP, partenaires	Moyen terme	
	Améliorer les conditions et les installations dans les établissements plénipotentiaires, y compris les infrastructures physiques	Gouvernement de la Sierra Leone, CCP, partenaires	À long terme	
	Aide aux victimes par des réparations	Gouvernement de la Sierra Leone, partenaires	Court terme	Le but est de renverser la tendance de récompenser les auteurs
	Lutte contre la corruption et bonne gouvernance	NEPAD		
Sécurité	Soutien logistique à la police pendant les élections (véhicules, communications et ordinateurs).	Partenaires	Court terme	
	Développement du capital humain, y compris la formation.	NEPAD	Moyen et long terme	
	Construction des infrastructures, y compris les commissariats de police et les casernes militaires		Long terme	
	L'UA et CEDEAO doivent mener une mission d'évaluation de la paix et de la sécurité en Côte d'Ivoire et en Guinée	UA, CEDEAO et partenaires	Court terme	Afin de garantir la paix et la sécurité sous-régionale, particulièrement dans les pays du Bassin du fleuve Mano.

Autonomisation socioéconomique	Fourniture d'outils agricoles tels que semences, motos et outils pour agriculteurs	Gouvernement de la Sierra Leone, partenaires	court terme	
	Fourniture de la formation professionnelle pour les jeunes dans les domaines de la santé (premier soins), de l'agriculture et de l'éducation	Gouvernement de la Sierra Leone, partenaires	court terme	
	Fourniture d'équipements et de meilleures mesures d'incitations, particulièrement pour les personnes se trouvant à l'intérieur du pays	Gouvernement de SL et partenaires		
	Mobilisation des ressources pour faciliter la mise en œuvre du projet sur l'emploi des jeunes dans les pays post-conflit	CEDEAO, UA, partenaires	Court et long terme	Suivi de la Conférence des Ministres du travail et de l'emploi d'avril 2011 et du Sommet, du 30 juin au 1 ^{er} juillet 2011 à Malabo
	Fourniture d'installations de loisirs tels que les terrains de sport pour les jeunes.		Long terme	
	Elaboration de programmes pour les personnes handicapées	Institut africain de réadaptation, Dakar et partenaires	Moyen et long terme	
LIBERIA				
Gouvernance et état de droit	Appui à la construction d'institutions, en particulier l'école de droit du Libéria	UA, CEDEAO, ONU et partenaires	Court terme	Cela permettra d'améliorer l'état de droit et de lutter contre l'impunité
	Construction de tribunaux	Gouvernement du Libéria, CCP, partenaires	Moyen terme	
	Améliorer les conditions et les installations dans les établissements plénipotentiaires, y compris les infrastructures physiques	Gouvernement du Libéria, CCP, partenaires	Long terme	
	Aide aux victimes par des réparations	Gouvernement du Libéria, partenaires	Court terme	Le but est de renverser la tendance de récompenser les auteurs

	Lutte contre la corruption et bonne gouvernance	NEPAD et autres partenaires		
Gouvernance de la sécurité	Soutien logistique à la police pendant les élections à venir (véhicules, communications et ordinateurs).	Partenaires	Court terme	
	Développement du capital humain, y compris la formation.	NEPAD	Moyen et long terme	
	Construction des infrastructures, y compris les commissariats de police et les casernes militaires		À long terme	
	L'UA et CEDEAO doivent mener une mission d'évaluation de la paix et de la sécurité en Côte d'Ivoire et en Guinée	UA, CEDEAO et partenaires	Court terme	Afin de garantir la paix et la sécurité sous régionale, suite à l'implication des combattants libériens dans la crise Ivoirienne.
Autonomisation socioéconomique	Fourniture d'outils agricoles tels que semences, motos et outils pour agriculteurs	Gouvernement du Libéria, partenaires	Court terme	
	Fourniture de la formation professionnelle pour les jeunes dans les domaines de la santé (premiers soins), de l'agriculture et de l'éducation	Gouvernement du Libéria, partenaires	Court terme	
	Fourniture d'équipements et de meilleures mesures d'incitation, particulièrement pour les personnes se trouvant à l'intérieur du pays	Gouvernement du Libéria et partenaires		
	Mobilisation des ressources pour faciliter la mise en œuvre du projet sur l'emploi des jeunes dans les pays post-conflit	CEDEAO, UA, partenaires	Court et long terme	Suivi de la Conférence des Ministres du travail et de l'emploi d'avril 2011 et du Sommet du 30 juin au 1 ^{er} juillet 2011 à Malabo
	Fourniture d'équipements de loisirs tels que les terrains de sport pour les jeunes.		Long terme	
	Elaboration de programmes pour les personnes handicapées	Institut africain de réadaptation, Dakar et partenaires	Moyen et long terme	

SOUDAN				
Sécurité	Réinsertion des anciens combattants dans les zones frontalières en particulier	UA, ONU, partenaires	Immédiat	
	Collecte d'armes de petit calibre, formation, et fourniture d'activités génératrices de revenus dans les zones de collecte des armes.	UA, ONU, partenaires	Immédiat	
	Programmes de stabilisation des frontières (fourniture de services vétérinaires, eau, forages, et eau de puits et des réservoirs pour la collecte d'eau de pluie).			
	Souplesse des frontières en vue de faciliter le passage des personnes du N/S Soudan.			En l'absence de délimitation concrète des frontières
	Renforcement des capacités pour la surveillance de la police, formation et uniformes, etc.			
	Fourniture du pâturage et de l'eau le long de la zone frontalière.			Prévenir et éviter une concurrence sanglante sur les ressources
	Création des comptoirs commerciaux ou des marchés de frontière (Peace Markets)		Priorité moyenne	
Développement économique	Soutenir la demande d'annulation de la dette.	UA pour inciter les partenaires internationaux	Priorité immédiate.	En particulier le souci principal du Gouvernement du Soudan, Khartoum
	Approvisionnement en énergie	UA pour inciter les partenaires internationaux	Priorité immédiate	
	Agriculture/ sécurité alimentaire, fourniture d'outils, semences, aide financière et services de vulgarisation.	UA, partenaires		Nécessite une formation et la mobilisation de ressources
	Formation des agents de vulgarisation agricole pour aider les agriculteurs à passer de d'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale.	UA, NEPAD et partenaires		

	Construction de réservoirs d'eau pour recueillir l'eau de pluie			
	Investissement dans l'industrie minière	AU pour inciter les partenaires internationaux		
Développement Social	Encourager l'éducation comme moyen de promotion de la paix			
	Fourniture de centres de formation professionnelle et d'universités ;			
	Renforcement des capacités des enseignants, y compris les instituts de formation			
	Fourniture d'équipements d'éducation dans les zones rurales.			
	Les besoins en santé (médecins, infirmières, hôpitaux et centres de formation sanitaire, etc.)			
Gouvernance	Renforcement de la gouvernance et des institutions	UA et partenaires		
	Amélioration de la capacité d'approvisionnement			
	Renforcement de la lutte contre la corruption	UA		
	Renforcement des capacités en termes de gouvernance à tous les niveaux			
Aide d'urgence	Renforcement des capacités de la société civile en termes de stratégies de mobilisation de fonds au Nord et au Sud du Soudan			

	Assistance à l'installation et à la réintégration des rapatriés			
	Assistance à l'intégration des rapatriés			
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)				
Gouvernance politique	Appui au processus électoral prévu pour 2011	UA, ONU, partenaires		
	Consolidation de la paix et de la sécurité			
	Assurance de l'état de droit et éradication de l'impunité			
Infrastructures	Développement et reconstruction des infrastructures (voies routières, ferroviaires et maritimes)			
	Infrastructures de production d'énergie	UA, NEPAD, partenaires		Projet du barrage INGA
Social	Priorité accordée aux secteurs sociaux de base : éducation et santé.			
	Fin de la violence sexuelle	UA, ONU et partenaires		
Sécurité	Sécurisation des zones instables des pays			
	Réformes du secteur de sécurité	ONU et partenaires		
BURUNDI				
Sécurité	Renforcement des capacités dans les secteurs de sécurité et de défense			

Économique	Accent sur les secteurs de croissance : infrastructures (énergie, routes, TIC) ;			L'UA et les partenaires doivent adopter les pratiques et mesures nécessaires, formuler les programmes et assurer la mobilisation des ressources internes et externes
	Agriculture et élevage (production et conservation des cultures vivrières)			
	Renforcement de l'intégration régionale			
Social	Amélioration des gains dans le secteur social : santé (lutte contre le VIH/ SIDA, le paludisme), et éducation ;			
Genre	Autonomisation des femmes et des jeunes			
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)				
Gouvernance Politique	Renforcement des capacités de la Commission électorale	UA, Partenaires	(long terme)	
	Renforcement des capacités du Ministère de l'intérieur	UA, Partenaires	(court terme)	
	Réactivation du Comité de suivi des DPI		(court terme)	
	Assistance technique dans la gestion des finances publiques ;	UA, Partenaires		
Droits de l'homme	Campagne de sensibilisation sur la culture des droits de l'homme au sein des forces de défense et de sécurité		(court terme)	
	Plaidoyer pour la création d'un Ministère des droits de l'homme			
	Création d'une Commission nationale indépendante de droits de l'homme	UA, Partenaires	(moyen terme)	

	Soutien multiforme à la politique de genre	UA, Partenaires	(court terme)	
	Création d'un programme de soutien sur le travail des enfants		(moyen terme)	
	Création d'un programme de soutien sur le suivi des conditions des minorités Mbororos et pygmées, y compris des programmes éducatifs	UA, Partenaires	(court terme)	
Sécurité	Renforcement de la capacité des forces armées (FACA), y compris le renforcement des capacités matérielles et humaines ;	UA, Etats membres, CEEAC, Partenaires		
	Mise en place d'un système de coopération militaire bilatérale (moyen terme) avec les états/ pays qui le souhaitent ;	UA, CEEAC et Etats membres		
	Réhabilitation des infrastructures militaires	UA, Partenaires	Long terme	
	Accélération du processus de désarmement et démobilisation à travers un programme de réhabilitation des anciens combattants	UA, Partenaires	Court terme	
	Échange d'expériences avec la RCA dans le domaine des réformes du secteur de sécurité, y compris la réforme de l'armée ;	Etats membres de l'UA		
	Coopération bilatérale avec les états voisins en vue d'assurer la sécurité des frontières ;	UA et Etats membres, particulièrement les voisins		
Social	Réhabilitation des structures éducatives		moyen terme	
	Réhabilitation des infrastructures de santé (moyen terme)		moyen terme	

	Appui à la lutte contre la propagation de la pandémie du VIH/SIDA et autres maladies endémiques (court terme)		Court terme	
Humanitaire	Aide au programme de retour volontaire des réfugiés de la République centrafricaine basés au Cameroun et au Tchad	HCR, UA, partenaires	moyen terme	Mise en place d'un programme conjoint avec les pays voisins pour le retour des réfugiés ;
	Appui au programme de réinstallation des personnes déplacées dans le nord-ouest du pays	UNHCR, UA, partenaires	court terme	
	Appui aux programmes d'autonomisation agricoles dans les camps de réfugiés et des déplacés internes (PDI) (court terme)	HCR, UA, partenaires	Court terme	

Court terme : Moins d'un (1) an

Moyen terme : 1 à 3 ans

Long terme : Plus de 3 ans